

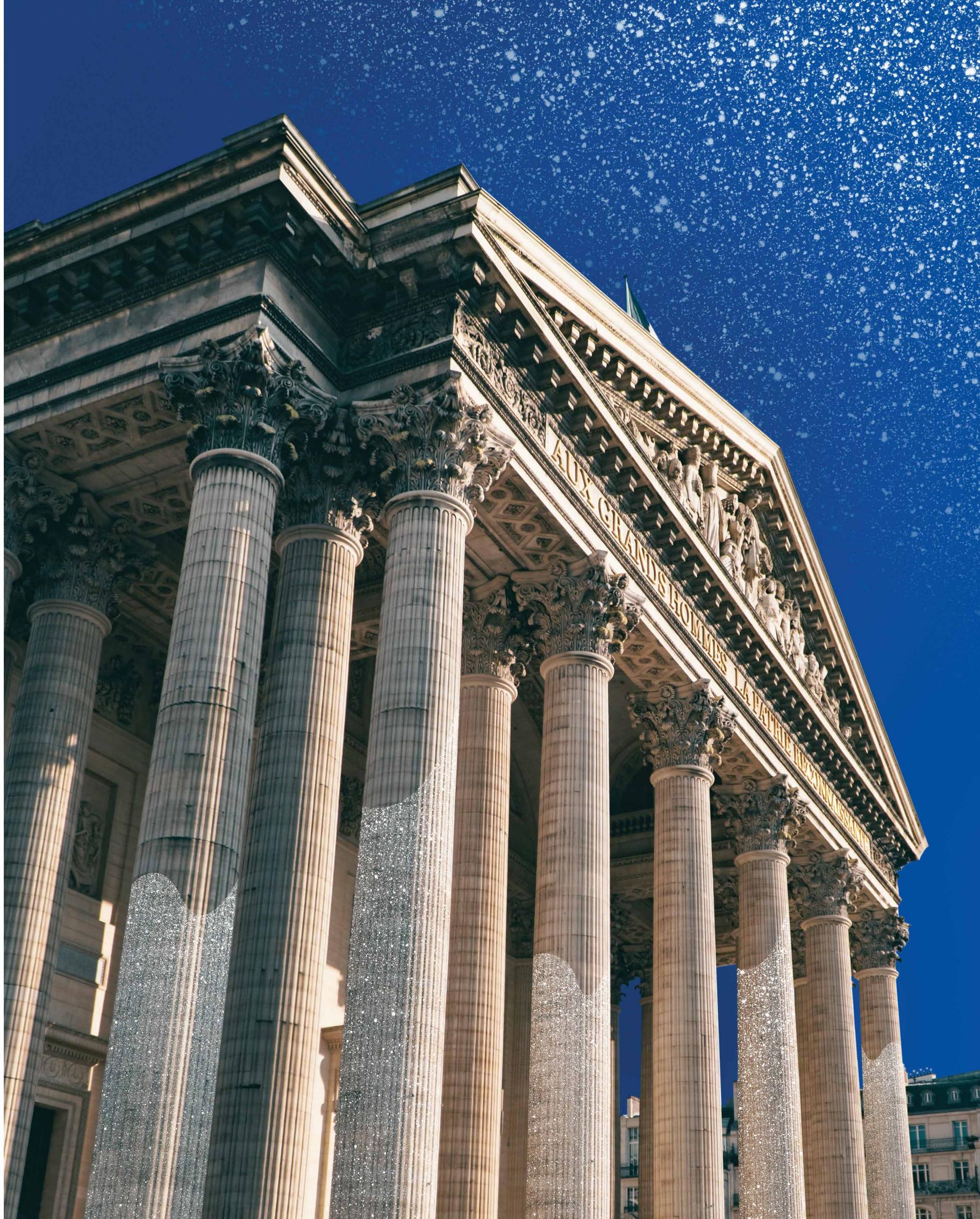
RAPPORT ANNUEL

ANNUAL REPORT 2020



TABLE DES MATIÈRES
TABLE OF CONTENTS

Message du Président Letter from the Chairman	4
Message du Vice-Président Letter from the Deputy Chairman	6
Conseil d'Administration et Direction Générale Board of Directors & General Management	10
Aperçu Historique Historical Overview	12
Rapport Financier Financial Report	16
Réseau du Groupe Group Network	34



01

Message du Président
Letter from the Chairman

Message du Vice-Président
Letter from the Deputy Chairman



> ADEL KASSAR

Président
Chairman

MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 2020, Fransabank (France) SA maintient sa dynamique de développement malgré un contexte économique mondial difficile. Par rapport à 2019, les crédits sont en baisse de 14,2% alors que les dépôts augmentent de 13,4%. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre d'une politique de prudence appliquée par la banque, depuis le déclenchement de la crise au Liban et un environnement marqué par une croissance négative du PIB mondial, conséquence directe de la crise sanitaire sur l'économie. Malgré ces difficultés, Le résultat net de la banque s'établit à 3,3 M€ en 2020, en ligne avec les objectifs annuels fixés par les actionnaires.

Contrairement aux trois années précédentes et du fait de la situation globale, l'activité commerciale est moins soutenue, avec une production de nouvelles facilités, et une clientèle cible qui reste identique (France, Diaspora Libanaise en Afrique, grandes sociétés Libanaises/ Moyen orientales traitant avec l'Europe). Les facilités en Euro, plus rémunératrices en termes de marge, ont été privilégiées. La collecte de dépôts continue à augmenter à un rythme moindre que celui de 2019. Elle reste répartie sur un portefeuille de taille moyenne, qui a l'avantage de la non-concentration, et fidélise de nouveaux clients. La croissance économique en Afrique Subsaharienne est maintenue, notamment dans les principaux pays de présence des clients de notre banque.

Par ailleurs, l'enlisement de la crise syrienne, déclenchée en 2011, a faiblement impacté la banque qui a provisionné de manière satisfaisante ses engagements sur ses clients syriens. Le dispositif de limites pays a été revu afin de le rendre conforme à la politique des risques du Groupe BPCE, notre actionnaire de référence auprès des autorités de tutelle. La répartition des risques par secteur a été affinée et complétée.

La stabilisation et la sécurisation du système d'information se poursuivent via l'enrichissement de l'offre SAB à travers les nouveaux modules installés.

Parmi les faits marquants et positifs de l'année, il est à noter la mise en place de la majorité des recommandations de la nouvelle mission de l'Inspection Générale du groupe BPCE, réalisée en 2020.

La maîtrise de ces fondamentaux nous permettent à présent de nous concentrer sur le plan stratégique 2021-2023, visant à garantir une augmentation de l'activité et de la rentabilité de notre banque avec l'appui fort de notre actionnaire majoritaire, Fransabank SAL. Depuis plusieurs années, nous développons des synergies avec le Groupe Fransabank, permettant de faire bénéficier nos clients de produits et de services de qualité.

Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs pour leur engagement et la qualité de leur travail. Au nom du Conseil d'administration, je remercie également nos banques correspondantes et nos clients, pour leur fidélité envers notre établissement. Fransabank (France) SA est fière de les accompagner dans leurs projets dans la durée, sur la base de conseils personnalisés et de création de valeur.

Adel Kassar
Président

LETTER FROM THE CHAIRMAN

In 2020, Fransabank (France) SA maintains its development momentum despite a difficult global economic environment. Compared to 2019, loans are down 14.2% while deposits are up 13.4%. These results are part of a prudential policy applied by the bank, since the outbreak of the crisis in Lebanon and an environment marked by negative growth in global GDP, a direct consequence of the health crisis on the economy. Despite these difficulties, the Bank's net income amounted to €3.3 million in 2020, in line with the annual objectives set by shareholders.

Contrary to the previous years and due to the global situation, commercial activity is less sustained, with the production of new facilities, and a target clientele that remains the same (France, Lebanese Diaspora in Africa, major Lebanese/ Middle Eastern companies dealing with Europe). Euro facilities, which are more profitable in terms of margin, were favoured. Deposit collection continues to grow at a slower pace than in 2019. It remains distributed over a medium-sized portfolio, which has the advantage of non-concentration, and retains new customers. Economic growth in Sub-Saharan Africa has been maintained, particularly in the main countries of presence of our Bank's customers.

In addition, the stalemate of the Syrian crisis, triggered in 2011, had had a slight impact on the Bank, which had satisfactorily provisioned its commitments to its Syrian customers. The country risk limit has been revised to comply with the risk policy of Groupe BPCE, our reference shareholder with the supervisory authorities. The distribution of risks by sector has been refined and completed.

The stabilization and security optimization of the information system is continuing via the enrichment of our SAB core banking software through new installed modules.

Among the significant and positive events of the year, it should be noted that most of the recommendations of the new BPCE Group's General Inspection mission, carried out in 2020, were implemented.

By mastering these fundamentals, we are now able to focus on the 2021-2023 strategic plan, aiming at ensuring an increase in the activity and profitability of our Bank with the strong support of our majority shareholder, Fransabank SAL. For several years, we have been developing synergies with the Fransabank Group, enabling our customers to benefit from quality products and services.

I would like to extend my sincere gratitude to all of the employees for their commitment and the quality of their work. On behalf of the Board of Directors, I also thank our correspondent banks and our customers for their loyalty to our institution. Fransabank (France) SA is proud to support them in their projects in the long-term, based on personalized advice and value creation.

Adel Kassar
Chairman

> **BORIS JOSEPH**

Vice-Président
Deputy Chairman

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT

En 2020, Fransabank France a de nouveau affiché de bons résultats commerciaux et financiers et a su concilier croissance, efficacité et maîtrise des risques, avec toujours une forte ambition pour répondre au mieux aux besoins de ses clients. Ces réalisations ont été faites malgré un contexte économique mondial défavorable lié à la crise sanitaire et la crise économique et politique au Liban.

Contrairement aux années précédentes et du fait de la crise, l'activité commerciale a été conservatrice, durant l'ensemble de l'exercice 2020, avec une baisse des crédits de 14,2%, qui atteignent 377,1 M€, et une poursuite de la collecte de dépôts, qui s'est traduite par une hausse de 13,4% des encours pour atteindre 467,2 M€. Ces résultats se sont traduits de manière positive par une baisse significative de 26 points du ratio crédits sur dépôts, celui-ci s'affichant en fin de période à 80,7%.

Ces performances commerciales accompagnées dans le même temps d'une maîtrise adaptée des charges et du coût du risque, ont permis d'afficher un résultat net de 3,3 millions euros.

L'année 2020 s'inscrit également dans la continuité des travaux de renforcement de la sécurité et de l'optimisation de la gestion ainsi que des processus débutés en 2017, dans l'objectif de proposer une meilleure qualité de service à ses clients.

Je me réjouis de ces bonnes tendances de résultats commerciaux et financiers affichées depuis plusieurs années et je m'associe aux félicitations du Président Adel Kassar. Je voudrais saluer à cette occasion la contribution essentielle de l'ensemble des équipes au titre des belles réalisations de la banque en 2020, tant en termes de croissance, de performance que d'amélioration des processus de contrôle et de maîtrise des risques. Je tiens également à remercier nos clients pour leur confiance et leur fidélité. Fransabank (France) reste attaché à ses engagements pour apporter, dans un environnement complexe, des services de qualité toujours plus adaptés aux besoins de ses clients.

Boris Joseph
Vice-Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boris Joseph'.

LETTER FROM THE DEPUTY CHAIRMAN

In 2020, Fransabank France again posted good business and financial results and was able to reconcile growth, efficiency and risk management, with always a strong ambition to best meet the needs of its customers. These achievements were made despite an unfavourable global economic context linked to the health crisis and the economic and political one in Lebanon.

Contrary to previous years and due to the crisis, commercial activity has been conservative, during 2020 financial year, with a decrease of 14.2% in credits, which reach €377.1 million, and a continuation of the collection of deposits, which resulted in a 13.4% increase in outstandings to €467.2 million. These results were positively reflected in a significant decrease of 26 percentage points in the loan-to-deposit ratio, which was 80.7% at the end of the period.

These commercial performances, combined with an adequate control of costs and the cost of risk, resulted in a net profit of €3.3 million.

The year 2020 was a continuation of the work initiated in 2017, thus a period of strengthening security and optimizing management and processes in order to offer a better quality of service to its customers.

I am delighted with these good trends in commercial and financial results posted across the years and I join the congratulations of Mr. Adel Kassar, Chairman of the Board.

I would like to praise Fransabank teams for very good results achieved in 2020, whether in terms of business activity, profitability and improvement of controlling process. I would also like to thank our clients for their trust and loyalty. Fransabank (France) will remain committed, in a complex environment, to providing quality services tailored to the needs of its customers.

Boris Joseph
Deputy Chairman

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boris Joseph'.

02

Conseil d'Administration et Direction Générale
Board of Directors & General Management

Aperçu Historique
Historical Overview



CONSEIL D'ADMINISTRATION**> PRÉSIDENT**

Adel Kassar
Vice-Président
et Directeur Général de Fransabank SAL

> VICE-PRÉSIDENT

Boris Joseph
Directeur Général de BPCE International

> ADMINISTRATEURS

Fransabank SAL
représentée par
Nabil Kassar
Directeur Général de Fransabank SAL

BPCE International
représentée par
Cristel Guillain
Directrice au sein de la Direction des Ressources
Humaines de NATIXIS

Adnan Kassar
Président-Directeur Général de Fransabank SAL

Mansour Bteish
Administrateur

Walid Daouk
Membre du Barreau de Beyrouth
Administrateur de Fransabank SAL

Sylvain Petit
Directeur de la stratégie Groupe BPCE

Henri de Courtivron
Administrateur de BLC Bank SAL

DIRECTION GÉNÉRALE

André Tyan
Directeur Général

Firas Azzi
Directeur Central

Michel Mehanna
Directeur Central

> COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sophie Sotil-Forgues
KPMG Audit

Jehanne Garrait
BATT Audit

BOARD OF DIRECTORS**> CHAIRMAN**

Adel Kassar
Deputy Chairman
& General Manager of Fransabank SAL

> DEPUTY CHAIRMAN

Boris Joseph
General Manager of BPCE International

> DIRECTORS

Fransabank SAL
Represented by
Nabil Kassar
General Manager of Fransabank SAL

BPCE International
Represented by
Cristel Guillain
HR Director of NATIXIS

Adnan Kassar
Chairman & General Manager of Fransabank SAL

Mansour Bteish
Director

Walid Daouk
Member of the Beirut Bar Association
Member of the Board of Directors of
Fransabank SAL

Sylvain Petit
Strategy Manager of Groupe BPCE

Henri de Courtivron
Member of the Board of Directors of BLC Bank SAL

GENERAL MANAGEMENT

André Tyan
General Manager

Firas Azzi
Central Manager

Michel Mehanna
Central Manager

> AUDITORS

Sophie Sotil-Forgues
KPMG Audit

Jehanne Garrait
BATT Audit

APERÇU HISTORIQUE

> FRANSABANK SAL



Héritière en ligne directe de la première banque française installée au Liban en 1921, Fransabank SAL détient la première place sur la liste des banques agréées au Liban.

La banque s'est transformée en un Groupe bancaire et financier qui offre à la communauté libanaise tous les types de produits et services bancaires.

Étant une banque universelle qui sert les particuliers ainsi que les entreprises clientes au Liban, Fransabank S.A.L. a consolidé également son réseau international à travers sa présence dans 7 pays: le Liban, la France, l'Algérie, le Soudan, la Biélorussie, les Emirats Arabes Unis et la Côte d'Ivoire.

Partenaire privilégié de Fransabank (France) S.A. depuis sa création en 1984 avec une participation de 79% dans son capital, Fransabank S.A.L. apporte tout le soutien logistique ainsi que les relations commerciales nécessaires au développement de sa filiale française, confirmant ainsi Fransabank (France) S.A. dans son rôle de trait d'union entre la France et le Liban, et, au-delà, entre les différents pays de l'ensemble du bassin méditerranéen et de l'Afrique de l'Ouest où la diaspora libanaise est très présente et active.

> GROUPE BPCE



Deuxième groupe bancaire en France, grâce à ses deux enseignes phares que sont Banque Populaire et Caisse d'Epargne, le Groupe BPCE et ses 100 000 collaborateurs sont au service de 36 millions de clients dont 9 millions de sociétaires. Présent dans plus de 40 pays, les entreprises du groupe exercent leur métier de banquier et d'assureur au plus près des besoins des personnes et des territoires.

Avec les 14 Banques Populaires dont 2 Banques Populaires nationales affinitaires, CASDEN et le Crédit coopératif, les 15 Caisses d'Epargne, Natixis, la Banque Palatine, Oney, le Groupe BPCE propose à ses clients une offre complète de produits et de services : solutions d'épargne, de placement, de trésorerie, de financement, d'assurance, d'investissement.

Fidèle à son statut coopératif, le groupe accompagne dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée, contribuant ainsi à plus de 20 % du financement de l'économie française.

Il déploie également au niveau mondial, avec Natixis élue en 2018 la banque d'investissement la plus innovante sur le climat et le développement durable, les métiers de gestion d'actifs, de banque de proximité et assurance, banque de grande clientèle et de paiements.

HISTORICAL OVERVIEW

> FRANSABANK SAL



Tracing its origins back to the first French bank ever founded in Lebanon in 1921, Fransabank S.A.L. holds the number 1 on the list of banks registered in Lebanon.

The bank has developed into a financial and banking group which offers the Lebanese community a wide range of banking products and services.

Being a fully fledged universal bank that serves individuals as well as corporate clients in Lebanon, Fransabank S.A.L. is also consolidating its international network through its presence in 7 countries: Lebanon, France, Algeria, Sudan, Belarus, United Arab Emirates and Ivory Coast.

As a privileged partner since its inception in 1984 and with a 79% ownership, Fransabank S.A.L. brings to Fransabank (France) S.A. the necessary logistical support, as well as the commercial connections necessary for its development, thus confirming Fransabank (France) S.A. in its role as a link between France and Lebanon, and beyond, between the different Mediterranean based countries and West Africa where the Lebanese Diaspora is highly present and very active.

> GROUPE BPCE



The second-largest banking group in France thanks to its flagship Banque Populaire and Caisse d'Epargne retail banking brands, Groupe BPCE and its 100,00 employees serve 36 million customers, 9 million of whom have decided to become cooperative shareholders of their respective banks. Present in over 40 countries, the Group's different subsidiaries offer banking services tailored closely to the needs of the individuals and communities they serve.

Working through its 14 Banque Populaire banks, included CASDEN and Crédit Coopératif, and 15 Caisse d'Epargne in addition to Natixis, Banque Palatine, Oney, Groupe BPCE offers its customers a comprehensive range of products and services: savings and investment solutions, cash management services, financing solutions, insurance, and wholesale banking services.

Faithful to its status as a cooperative banking institution, the Group accompanies its customers in the realization of their different projects and develops long-lasting relationships with them, thereby financing more than 20% of the French economy.

It also deploys worldwide, with Natixis elected in 2018 the most innovative investment bank for climate and sustainable development, the asset management, Retail Banking and Insurance, wholesale banking and payments businesses.



03

Rapport Financier
Financial Report

RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31 décembre 2020

> ACTIF (en milliers d'euros)	2020	2019
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	25 169	25 246
Effets Publics et Valeurs Assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	201 119	130 823
Opérations avec la clientèle	377 058	439 295
Participations et autres titres détenus à long terme	99	42
Immobilisations incorporelles	543	623
Immobilisations corporelles	68	47
Autres actifs	2 900	1 859
Comptes de régularisation	10	451
TOTAL	606 967	598 386

FINANCIAL REPORT

BALANCE SHEET as at 31st December, 2020

> ASSETS (in thousands of euros)	2020	2019
Cash, Central Banks, postal office	25,169	25,246
Treasury notes and assimilated securities	0	0
Deposits with banks and financial institutions	201,119	130,823
Customers' transactions	377,058	439,295
Long term participations and stocks	99	42
Intangible fixed assets	543	623
Tangible fixed assets	68	47
Other assets	2,900	1,859
Regularization accounts	10	451
TOTAL	606,967	598,386

> PASSIF (en milliers d'euros)	2020	2019
Dettes envers les établissements de crédit	69 328	118 349
Opérations avec la clientèle	467 240	411 961
Autres passifs	1 506	2 071
Comptes de régularisation	1 201	1 609
Provisions	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	67 691	64 397
- Capital souscrit	50 458	50 458
- Primes d'émission	2 754	2 754
- Réserves	1 202	1 001
- Report à nouveau	9 982	6 161
- Résultat de l'exercice	3 295	4 022
TOTAL	606 967	598 386

> LIABILITIES (in thousands of euros)	2020	2019
Amounts due to banks	69,328	118,349
Customers' accounts	467,240	411,961
Other liabilities	1,506	2,071
Regularization accounts	1,201	1,609
Provisions for contingencies and charges	0	0
Fund for general banking risks (FGBR)	0	0
Shareholders' equity without FGBR	67,961	64,397
- Share capital	50,458	50,458
- Share premium	2,754	2,754
- Reserves	1,202	1,001
- Retained earnings	9,982	6,161
- Year's profit	3,295	4,022
TOTAL	606,967	598,386

RAPPORT FINANCIER

> HORS BILAN (en milliers d'euros)	2020	2019
Engagements donnés		
- Engagements de financement	41 968	35 652
- Engagements de garantie	26 920	25 271
Engagements reçus		
- Engagements de financement	0	0
- Engagements de garantie	92 491	105 348

> COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2020	2019
Intérêts et produits assimilés	15 291	19 038
Intérêts et charges assimilés	(6 543)	(8 704)
Commissions (produits)	1 836	860
Commissions (charges)	(134)	(146)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	319	275
Autres produits d'exploitation bancaire	43	56
Autres charges d'exploitation bancaire	(22)	(4)
PRODUIT NET BANCAIRE	10 790	11 375
Charges générales d'exploitation	(4 908)	(4 330)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(238)	(231)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 644	6 814
Coût du risque	(1 057)	(982)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 587	5 831
Résultat exceptionnel	22	(1)
Impôt sur les bénéfices	(1 314)	(1 808)
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
RESULTAT NET	3 295	4 022

FINANCIAL REPORT

> CONTINGENT LIABILITIES (in thousands of euros)	2020	2019
Commitments given		
- Financing commitments	41,968	35,652
- Guarantee commitments	26,920	25,271
Commitments received		
- Financing commitments	0	0
- Guarantee commitments	92,491	105,348

> INCOME STATEMENT (in thousands of euros)	2020	2019
Interest and similar income	15,291	19,038
Interest and similar expenses	(6,543)	(8,704)
Commissions (income)	1,836	860
Commissions (expenses)	(134)	(146)
Profit or loss on negotiable portfolio transactions	319	275
Other banking operating income	43	56
Other banking operating expenses	(22)	(4)
NET BANKING INCOME	10,790	11,375
General operating expenses	(4,908)	(4,330)
Depreciation and provisions for tangible and intangible fixed assets	(238)	(231)
GROSS OPERATING INCOME	5,644	6,814
Cost of risks	(1,057)	(982)
OPERATING INCOME	4,587	5,831
Exceptional profit or loss	22	(1)
Income tax	(1,314)	(1,808)
Regulated provisions allocation		
PROFIT OR LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR	3,295	4,022

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société Fransabank (France) S.A.,

> OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Fransabank (France) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

> FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

> JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

FINANCIAL REPORT

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended December 31, 2020

Dear Shareholders,

> OPINION

In compliance with the engagement entrusted to us by your annual general meeting, we have audited the accompanying financial statements of Fransabank (France) S.A. for the year ended December 31, 2020.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Company as at December 31, 2020 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

> BASIS FOR OPINION

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence rules applicable to us, for the period from January 1st, 2020 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014 or in the French Code of ethics (code de déontologie) for statutory auditors.

> JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS

Due to the global crisis related to the Covid-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of sanitary emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and their financing, and have led to greater uncertainties on their future prospects. Those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the companies' internal organization and the performance of the audits.

It is in this complex and evolving context that, in accordance with the requirements of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**> RISQUE DE CRÉDIT: DÉPRÉCIATION INDIVIDUELLE DES DOSSIERS DE CRÉDITS****Risque identifié**

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.

Au 31/12/2020, les provisions pour dépréciation sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 14 392 K€ pour un encours brut de 19 280 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2020 s'établissait à -1 057 K€. Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note 12 « informations sur le risque de crédit » de l'annexe aux comptes annuels.

Notre approche d'audit

Nos travaux ont principalement consisté à:

- Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appreciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle ;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties ;
- Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes prévisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux et non provisionnés à 100% ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS**> CREDIT RISK: INDIVIDUAL IMPAIRMENT ON CUSTOMER LOAN PORTFOLIOS****Description of risk**

Fransabank (France) S.A. is exposed to credit and counterparty risks. These risks result from customers' inability to meet their financial commitments, mainly in connection with bank's lending activities.

The bank sets aside provisions intended to cover the risks. These are determined on an individual basis. They are based on regulatory or specific parameters as well as on parameters taking into account macroeconomic and geopolitical situations likely to affect loan portfolios. These provisions constitute a significant estimate for the preparation of the accounts and call for judgment. The elements of judgment include, in particular, assumptions related to the evolution of the patrimonial situations of debtors, sometimes located in high-risk geographic areas.

The assessment of provisions requires the exercise of judgment for the classification of exposures (non-doubtful or doubtful outstandings) or for the determination of future recoverable cashflows and recovery periods. Given the significant judgement required in determining these provisions, we considered that their assessment constituted a key point of our audit.

At December 31, 2020, the impairment and provisions recognized to cover credit risks amounted to €. 14 392 K with €. 19 280 K in gross doubtful loans. Cost of risk as at December 31, 2020 stands at €. - 1 057 K. For more information on accounting principles and exposures, see note 12 to the financial statements.

Our Response

Our work consisted primarily of:

- Testing the operational effectiveness of the controls related to the identification of exposures, the monitoring of credit and counterparty risks, the assessment of the risks of non-recovery and the determination of depreciation and related provisions on an individual basis;
- Assessing the operating effectiveness of the controls related to the monitoring of non doubtful and doubtful counterparties, the credit review process and the system for valuing guarantees;
- Performing an independent valuation of the provision amounts of exposures downgraded to doubtful and not 100% provisioned;
- Assessing the appropriateness of the information provided in the notes to the financial statement.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

> AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Transabank (France) S.A. par l'Assemblée Générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A. et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A. était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT Audit dans la 1ère année.

> RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> SPECIFIC VERIFICATIONS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations.

Information given in the management report and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to the Shareholders

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to Shareholders, with the exception of the matter described below.

We have the following matter to report regarding the fair presentation and consistency with the financial statements of the information relating to payment deadlines referred to in Article D. 441-6 of the French Commercial Code (Code de commerce): as stated in the management report, this information does not include bank and other related operations as your Company considers that such operations fall outside the scope of disclosable information.

Report on corporate governance

We attest that the Board of Directors' report on corporate governance sets out the information required by Article L.225-37-4 of the French Commercial Code.

> REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed as statutory auditors of Transabank (France) S.A. by the annual general meeting held on April 20, 2008 for KPMG and on July 13, 2020 for BATT Audit.

As at December 31, 2020, KPMG S.A. and BATT Audit were in the 13th year and 1st year of total uninterrupted engagement respectively.

> RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risks management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The financial statements were approved by the Board of Directors.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons un rapport au Comité d'Audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 12 mai 2021

KPMG S.A.

Sophie Sotil-Forgues
Associée

Paris, le 12 mai 2021

BATT Audit

Jehanne Garrait
Associée

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Objectives and audit approach

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) N° 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

The statutory auditors
French original signed by

Paris La Défense, on May 12, 2021
KPMG S.A.

Sophie Sotil-Forgues
Partner

Paris, on May 12, 2021
BATT Audit

Jehanne Garrait
Partner

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 28 MAI 2021

Première résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2020, l'Assemblée Générale approuve les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice de 3 295 046,31 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale approuve, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-38 du Code de commerce, chacune des conventions visées par les dispositions de l'article L.225-38 du même code, autorisées par le Conseil d'Administration et mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et en vertu de la recommandation de l'ACPR de non distribution de dividendes au titre des exercices 2019 et 2020 suite à la crise sanitaire, décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit:

- Résultat de l'exercice 2020:	+ 3 295 046,31 €
- Dotation à la réserve légale:	- 164 752,32 €
- Le solde en report à nouveau:	3 130 293,99 €

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 28TH MAY 2021

First resolution

Having heard the board of directors' report and the auditors' report for the financial year ending 31st December 2020, the General Meeting approves the annual accounts as at this date showing a profit of € 3 295 046,31.

It also approves the operations reflected by these accounts or summarized in these reports.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Second resolution

In accordance with article L 225-38 of the commercial code and under the conditions of the last paragraph of article L 225-40, the General Meeting approves each of the agreements authorized by the board of directors and presented in the auditors' special report.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Third resolution

The General Meeting approves the board of directors' proposal and decides to apply the profit as follows:

- Year's profit:	€ 3,295,046.31
- Allocation to the legal reserve:	€ 164,752.32
- The balance to the retained earnings:	€ 3,130,293.99

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Fourth resolution

The General Meeting gives the directors discharge of their mandate and duties for the 2020 financial year. It also gives discharge to the auditors for the performing of their functions.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 13 JUILLET 2020

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale confère au porteur des copies ou extraits du procès-verbal constatant ces résolutions, tout pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

PUBLICATION RELATIVE AUX COMPTES BANCAIRES INACTIFS

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n°2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires inactifs.

Sur l'année 2020, aucun compte bancaire inactif n'a été clôturé et déposé auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

À fin décembre 2020, 14 comptes bancaires étaient recensés inactifs pour un montant total estimé à 79 623,81 euros.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 13TH JULY 2020

Fifth resolution

Full powers are granted to the bearer of certified copies or extracts from those minutes to fulfil all legal formalities.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

PUBLICATION ON DORMANT BANK ACCOUNTS

Articles L. 312-19 and L. 312-20 of the French Monetary and Financial Code, promulgated in French Act No. 2014-617 of 13 June 2014 on dormant bank accounts and unclaimed life insurance accounts, also known as the "Eckert Act", which entered into effect on 1 January 2016, require all credit institutions to publish information on dormant bank accounts on an annual basis.

In 2020, no dormant bank account was closed nor deposited with the Caisse des Dépôts et Consignations.

At end-December 2020, 14 bank accounts were identified as dormant, representing an estimated total of EUR 79,623.81.

04

Réseau du Groupe
Group Network



RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

FRANCE

Fransabank (France) SA

Siège Social & Agence Principale

104, Avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, France

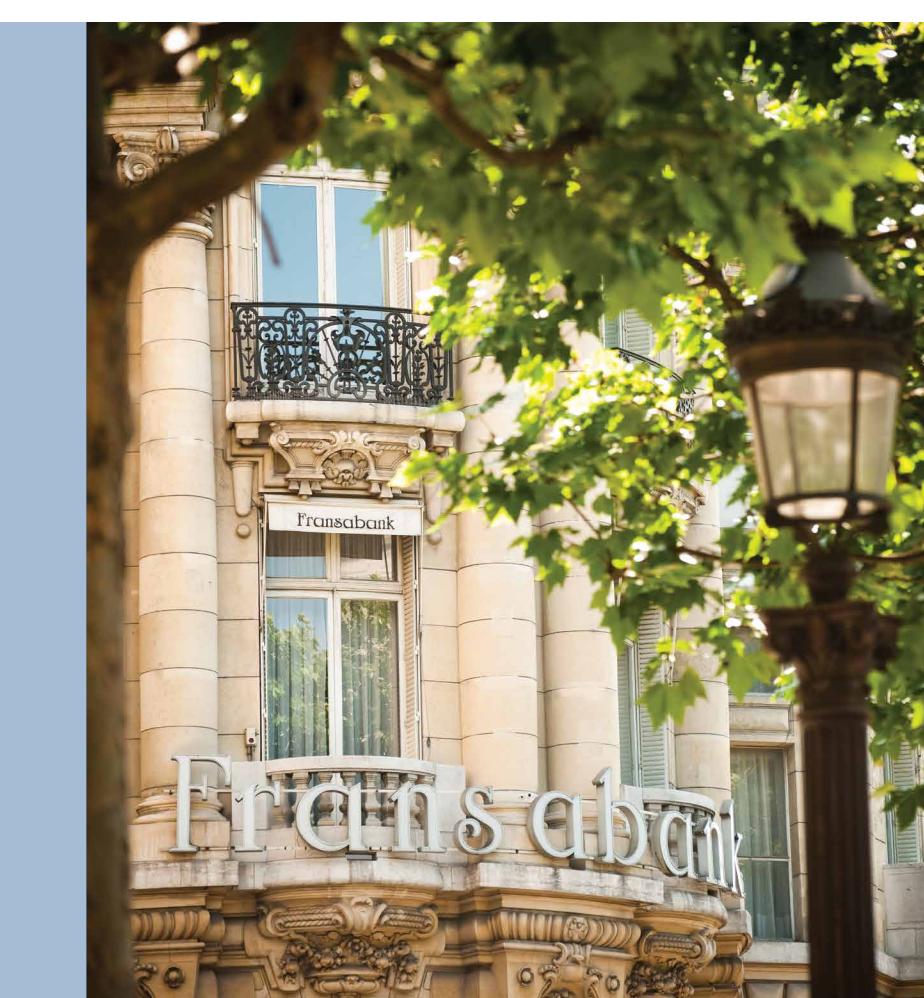
Tél : [33] 1 53 76 84 00

Fax : [33] 1 45 63 57 00

Swift : FRAF FR PP

Site Web : www.fransabank.fr

Email : info@fransabank.fr



RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

LIBAN

Fransabank SAL

Siège Social

Centre Fransabank, Hamra, Beyrouth, Liban B.P. : 11-0393 Riad El Solh, Beyrouth 1107 2803 - Liban

Tél : [961] 1 34 01 80 / 8 - [961] 1 74 57 61 / 4 - [961] 3 65 07 00

Fax : [961] 1 35 45 72

Swift : FSAB LB BX

Site Web : www.fransabank.com

Email : fsbl@fransabank.com

Centre d'Appel : [961] 1 73 40 00

Nombre d'agences: 53

BLC Bank SAL (Filiale de Fransabank SAL)

Siège Social

Imm. BLC Bank, Rond - point Adlieh, Beyrouth, Liban B.P. : 11-1126 Beyrouth - Liban

Tél : [961] 1 38 70 00

Fax : [961] 1 20 04 19

Swift : LICO LB BX

Site Web : www.blcbank.com

Email : info@blcbank.com

Nombre d'agences: 29

ALGÉRIE

Fransabank El Djazaïr SPA

Siège Social & Agence Principale

45B, Lot Petite Provence, Sidi Yahia, Hydra, 16405 Alger, Algérie

Tél : [213] 23 54 44 45 / 23 47 61 33 - Siège Social

Fax : [213] 23 47 61 42

Tél : [213] 23 54 42 43 / 23 47 61 36 - Agence Principale

Fax : [213] 23 47 61 34

Swift : FSBK DZ AL

Site Web : www.fransabank.dz

Email : info@fransabank.dz

Nombre d'agences : 16

RÉSEAU DU GROUPE

GROUP NETWORK

BÉLARUS

Fransabank OJSC

Siège Social & Agence Principale
95A, Avenue Nezavisimosty, 220012 Minsk, Bélarus
Tél : (375) 17 389 36 36
Fax : (375) 17 389 36 37
Swift : GTBN BY 22
Site Web : www.fransabank.by
Email : office@fransabank.by

Nombre d'agences : 9

SOUDAN

United Capital Bank

Siège Social & Agence Principale
Plot 411, Bloc 65, Rue Mamoun Beheiry, Sud du "Green Square" - B.P. : 8210 Al Amarat, Khartoum, Soudan
Tél : (249) 183 24 77 00
Fax : (249) 183 23 50 00
Swift : CBSK SD KH
Site Web : www.bankalmal.net
Email : ucb.gm@bankalmal.net

Nombre d'agences : 3

EMIRATS ARABES UNIS (ABU DHABI)

BLC Bank SAL

Bureau de Représentation
Imm. C88 (Dnata), Bureau 2102, Rue Electra - B.P. : 6204, Abu Dhabi, UAE
Tél : (971) 2 65 05 777
Site Web : www.blcbank.com
Email : blc.repad@blcbank.com

CÔTE D'IVOIRE (ABIDJAN)

Fransabank SAL

Bureau de Représentation
Plateau - Rue du Général de Gaulle, Section CP - Parcelle 85
Immeuble SCI TITANIUM - Lot B37, Abidjan, Ivory Coast
Tél : (225) 57 07 42 75 / 961 3 23 58 03
Fax : (225) 20 24 26 82
Email : mohamed.moukhader@fransabank.com

